



Ocellia Lyon - semaine du 24 février 2025

## Licenciements : pour que la peur change de camp !

*Aux États-Unis, l'agence fédérale consacrée à l'aide internationale a été démantelée en quelques semaines, sans même que ses employés aient pu récupérer leurs affaires personnelles. Cela a concerné 2 200 agents fédéraux. La semaine dernière, ce sont 200 000 fonctionnaires stagiaires qui ont été licenciés. Les Trump et les Musk s'en prennent aux migrants et aux fonctionnaires. Et, demain, à toutes les travailleuses, à tous les travailleurs, qu'ils attaquent bout par bout.*

### L'hécatombe, c'est aussi de ce côté de l'Atlantique !

Cela se passe aux États-Unis et Trump-Musk sont des brutes ? Certes. Mais ce que font l'État et les patrons français est-il si différent ? Vendredi, on apprenait que le personnel de trois revues musicales prestigieuses était licencié par leur nouveau propriétaire, le PDG du groupe Albin Michel : rentables, mais pas assez ! Même chose dans l'industrie du jeu vidéo qui a licencié 14 000 personnes dans le monde en 2024, dont plusieurs centaines en France.

À Cholet et Vannes, Michelin a décidé de fermer deux usines : 1 254 travailleurs licenciés. Même chose pour les salariés du groupe Auchan qui a annoncé le licenciement de 2 389 salariés. Et l'on ne compte pas les entreprises plus petites qui ferment leurs portes, sous-traitants de donneurs d'ordre qui ne leur en donnent plus, justement. Depuis septembre 2023, il y a eu, selon la CGT, 286 plans de suppressions d'emplois concernant près de 300 000 travailleurs. Pendant ce temps, ce qui occupe le gouvernement, c'est sa propagande raciste sur l'insécurité (montée en épingle) et contre les migrants. Sur les licenciements, silence radio. Quand le gouvernement s'intéresse à l'emploi, c'est pour durcir les conditions du chômage !

### Leurs milliards de profits et la menace du chômage sur tous les travailleurs

Michelin affiche 1,9 milliard de profits. Auchan appartient à la famille Mulliez, cinquième fortune de France, et a touché ces dernières années plus de 500 millions d'euros d'aides publiques en tout genre. En 2024, les entreprises du CAC 40 ont distribué 98 milliards de dividendes à leurs actionnaires.

Les grosses entreprises donneuses d'ordre, celles qui sont à l'origine de la vague de licenciements,

vont bien. Alors, pourquoi ces licenciements ? Bien sûr pour faire davantage de profits en exigeant le même travail avec moins de salariés. Mais pas seulement.

Aux États-Unis, un des chefs de l'administration Trump déclarait il y a deux ans, parlant des fonctionnaires : « Nous voulons que les bureaucrates soient traumatisés », ajoutant qu'il voulait qu'ils aillent au travail la boule au ventre. Et c'est bien le résultat que le patronat, là-bas comme ici, voudrait obtenir : précariser tous les emplois, faire que tous les travailleurs – même ceux qui se croient protégés par leur statut ou la spécificité de leur travail – se sentent menacés et acceptent tout sans rechigner.

### S'organiser pour une contre-offensive de tous les travailleurs

Les directions syndicales dénoncent les licenciements. Mais elles laissent les travailleurs licenciés se battre entreprise par entreprise, et beaucoup le font avec détermination. Mais seuls, les uns après les autres, donc. Sans réelle coordination et sans autre perspective que de tenter de négocier le plus possible d'indemnités. Mais, même pour cet objectif-là, c'est tout autre chose qui serait nécessaire ! Pour lutter contre les licenciements, les rendre impossibles, il faut une mobilisation d'ensemble, car oui, toutes les travailleuses et tous les travailleurs sont menacés.

En l'absence de volonté des directions syndicales, c'est par en bas qu'il faut créer les liens et fixer des objectifs communs. Pour élargir progressivement la mobilisation d'une usine à la région, de la région au pays, en faire un événement politique. Et faire que ce soient les patrons et les possédants qui aient la boule au ventre !

**Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.**

**Prends contact avec nos militants et militantes : [lyonrhone@npa-revolutionnaires.org](mailto:lyonrhone@npa-revolutionnaires.org)**

## **Mermoz : la grève continue**

Toujours pour des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail, les urgences sont désormais le seul service encore en grève à Mermoz. La direction ne cache même pas son mépris envers les travailleurs, après plus d'un mois de grève en comptant tous les secteurs, sa réponse reste toujours des "non" catégoriques. Les salariés des urgences ont bien raison de ne rien lâcher, leurs conditions de travail sont loin d'être enviables, et sans moyens, on ne peut pas soigner convenablement les patients !

## **Grève des pompiers : des promesses qui n'éteignent pas l'incendie**

Les pompiers du Rhône sont en grève illimitée depuis le 1er octobre 2024 pour dénoncer le manque d'effectifs, la suppression d'indemnités et alerter sur les conséquences de la casse des casernes : à l'échelle nationale, entre 2014 et 2023 les délais d'intervention se sont aggravés d'1 min 53 ; dans le Rhône, cette hausse atteint 3 minutes 41. Après plus de 4 mois de mobilisation, la métropole, le département et la direction du SDMIS ont promis 16 embauches supplémentaires, le versement d'une prime d'intéressement et le retour du versement de l'indemnité compensatoire de logement. Preuve que c'est par la lutte collective qu'on fera plier les directions ! Cependant, c'est plus d'une centaine de pompiers qui serait nécessaire, et les indemnités et primes ne sont qu'un retour à des dispositions qui existaient avant, temporairement qui plus est. Les grévistes jugent ces résultats insuffisants et envisagent de poursuivre le mouvement : on ne pourrait que leur donner raison, c'est partout que les conditions de travail se dégradent et nous mettent toutes et tous en danger !

## **Titularisation pour tous !**

À l'hôpital comme partout, les contrats précaires s'enchaînent pour exploiter des personnels à bout de souffle : renouvellement après renouvellement, pendant 6 ans si nous ne craquons pas avant, nous sommes maintenus dans l'insécurité totale. Pas de prime, pas de changement d'échelon, difficultés d'accès au logement, aux prêts... C'est toute notre vie qui s'en retrouve affectée. La direction bénéficie de cette situation et nous met en concurrence pour espérer de meilleures conditions d'emploi et de travail. Mais qu'on ne s'y trompe pas : nous n'avons rien à attendre d'une direction qui entretient la précarité. C'est en luttant toutes et tous ensemble que nous obtiendrons des contrats stables et des titularisations massives !

## **Face aux attaques budgétaires, une réponse unitaire !**

Les coupes budgétaires décidées par le gouvernement sont un raz de marée dans le secteur du social : licenciements à la pelle, dans le Nord, en Essonne, en Loire Atlantique et on en passe ! Face à ça, et aux conditions de travail et d'accueil de plus en plus insupportables, des salarié-es du social de partout en France réuni-es en janvier dernier appellent à **une grève massive dans tout le territoire le 1er avril**, et la semaine du 12 mai. Déjà 70 syndicats et collectifs ont rejoint l'appel. Alors que la colère est généralisée, utiliser ces dates de grève comme points d'appui pour fédérer l'ensemble du monde du travail serait une motion de censure autrement plus efficace !

## **IRTS Parmentier : mobilisation des étudiant.e.s**

Alors qu'un mouvement se lance dans les universités contre les coupes budgétaires (là aussi!), une centaine d'étudiant-es de l'IRTS Parmentier à Paris s'est rassemblé en assemblée générale, suite à un constat de revendication commune. Ils et elles ont décidé d'entamer un bras de fer avec leur direction. Parmi leurs revendications, ils réclament de meilleures conditions d'études : la fin de la sélection financière, l'accès aux services étudiant compris dans la CVEC. Mais aussi de nombreuses revendications internes comme un meilleur accompagnement dans la recherche de stage, l'assouplissement de l'assiduité ou encore la transparence sur les dysfonctionnements de l'école.

Pour porter leurs revendications les étudiant.es ont envahi la réunion de direction et ont fait le choix de bloquer l'école ce vendredi 14 février. La direction de l'école n'a pas eu le choix d'annuler les cours et de recevoir une délégation des étudiant.es mobilisés.

**Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.**

**Prends contact avec nos militants et militantes : [lyonrhone@npa-revolutionnaires.org](mailto:lyonrhone@npa-revolutionnaires.org)**

© [npa.revo.lyon](https://npa.revo.lyon)

📺 NPALyon69

[npa-revolutionnaires.org](https://npa-revolutionnaires.org)